

Appel du CNU du 28 au 30 mars 201

Le gouvernement mène sa lutte des classes et attaque le monde du travail sur tous les fronts, il façonne par ses «*contre-réformes*» une société au seul bénéfice du capital.

Il remet en cause l'ensemble des conquises sociales (assurance chômage, droit à la formation professionnelle tout au long de la vie, retraites – avec la volonté de mettre en place un système par points -, protection sociale, etc.).

Il organise le tri social dans l'ensemble du parcours scolaire et universitaire par la généralisation de la sélection et la remise en cause des diplômes nationaux.

Après avoir cassé le code du travail en utilisant les ordonnances, il **démantèle les services publics** en réduisant les moyens et en attaquant les statuts de la Fonction Publique et de la SNCF.

Ces statuts garantissent l'égalité de traitement de toute la population sur le territoire tant en matière d'accessibilité aux services publics que de transports.

La journée de mobilisation du 22 mars dans l'ensemble de la Fonction Publique

et à la SNCF a été une réussite avec des taux de grévistes supérieurs au 10 octobre et des manifestations dans toute la France, comme la mobilisation des retraité.es le 15 mars.

Cela démontre le dynamisme de la mobilisation dans nos champs professionnels. Les luttes se développent dans de très nombreux secteurs (éducation, énergie, santé, EHPAD, commerce, sans-papiers, métallurgie...) et démontrent la volonté tant des jeunes, des salarié.es et des retraité.es de combattre la politique destructrice de Macron.



La CGT Éduc'Action Nantes syndique tous les personnels de l'Éducation nationale de la maternelle à l'université
Rejoignez un syndicat indépendant, interprofessionnel, démocratique et de luttes.

Je souhaite : Prendre contact

Me syndiquer

La CGT Éduc'action dénonce les répressions policières et les attaques fascistes qui se multiplient sur les campus et les lycées. Elle dénonce également les pressions hiérarchiques qui s'intensifient sur les personnels en lutte.

Le CNU appelle les personnels, actifs et retraités, à amplifier les luttes contre cette politique, dans le cadre unitaire le plus large possible en s'emparant de toutes les dates disponibles pour construire la convergence des luttes nécessaires.

À partir du 3 avril plusieurs secteurs d'activité seront en grève (cheminots, énergie, ramassage des ordures, transport aérien...).

Dans l'Éducation nationale, les raisons de se mobiliser sont nombreuses : réforme du lycée, du baccalauréat, de la voie professionnelle, fermetures des écoles en milieu rural, sélection à l'université, salaires, suppressions de postes administratifs...

Motion de soutien à Gaël Quirante

Dans un contexte où les mobilisations se développent dans plusieurs secteurs, le gouvernement utilise de plus en plus l'arme de la répression. Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD Actiités Postales 92, subit un acharnement disciplinaire et pénal en raison de son activité de représentation syndical : 10 tentatives de licenciement en 14 ans et presque un an de mises à pied cumulées.

Contre l'avis de l'inspection de travail, la ministre du Travail Muriel Pénicaud vient de décider d'autoriser le licenciement de Gaël, demandé par la direction de la poste. C'est bien une décision politique prise par le gouvernement contre notre camarade et aussi à travers lui, contre toutes velléités du monde du travail à contester les politiques régressives, à contester la destruction des services publics avec ses restructurations, privatisation, précarisation du



La CGT Éduc'action appelle à construire la grève dans notre secteur et à s'emparer de toutes les initiatives de mobilisations larges (AG, grèves, rassemblements...) qui seront prises, et s'engage à faire converger ces mobilisations vers la date interprofessionnelle du 19 avril, et ses suites nécessaires.

D'autres choix politiques sont possibles dans l'intérêt de la majorité de la population pour renforcer les services publics et l'École.

statut de dégradation des conditions de travail, comme à la Poste.

Comme beaucoup de militant.es du mouvement social, Gaël est visé par une répression qui constitue une atteinte aux droits démocratiques des travailleurs et travailleuses. La répression ne doit pas passer à la Poste ou ailleurs.

L'avis de l'inspection du travail doit être respecté et en conséquence du licenciement de Gaël annulé.

La CGT Éduc'action apporte sa solidarité à Gaël Quirante contre son licenciement.

La CGT Éduc'action appelle à signer la pétition à participer aux divers initiatives et rassemblements de soutien.